

APPEL D'OFFRES

Services Juridiques

Délivré par : Counterpart International

Date d'émission :	Février 21, 2020
Numéro de la demande de offres :	CPI-MGD-RFQ 11/2019
Intitulé de la demande de offres :	Services Juridiques
Délai pour poser des questions :	Février 25, 2020
Délai fixé pour les réponses :	Février 27 2020
Date de clôture de réception des offres :	Mars 11, 2020
Soumettre à :	procurement.mauritania@counterpart.org

COUNTERPART International (ci-après COUNTERPART) lance un avis d'appel d'offres pour le recrutement d'un service de **cabinets d'avocat conseil** à Nouakchott sis au lot numéro 85, ilot A, non loin de l'Ambassade du Maroc à Nouakchott.

Veuillez lire attentivement pour bien assimiler ces sections, car si vous ne répondez pas entièrement à toutes ces exigences, votre offre sera jugée non recevable et disqualifiée pour toute autre considération.

1. CONTEXTE

Counterpart International est une organisation Américaine non-gouvernementale internationale intervenant dans le secteur du développement international en étroite collaboration avec des individus, des organisations et des réseaux du monde entier qui se sont engagés à créer le bien social. Counterpart International, à travers ses partenaires, œuvre pour une gouvernance plus ouverte et plus participative, l'accès des communautés à l'éducation, la protection des ressources naturelles, la résilience aux changements climatiques et l'amélioration des moyens de subsistance. Counterpart met actuellement en œuvre des programmes dans 22 pays et emploie près de 500 personnes dans le monde.

En Mauritanie, Counterpart et ses partenaires démarrent incessamment un programme quinquennal financé par USDA. Ce programme vise à aider le gouvernement mauritanien à lutter contre la faim, à améliorer la santé et à renforcer le système d'enseignement primaire par le biais d'un programme d'alimentation scolaire. Mis en œuvre dans deux régions du triangle de l'espoir : Brakna et Gorgol, le programme « L'avenir est à nous ! » bénéficiera à plus de 127 000 enfants de 209 écoles.

Counterpart sollicite des devis auprès de **cabinets d'avocat conseil** qualifiés et établis en Mauritanie pour des services juridiques locaux tel que décrit dans le présent appel d'offres. Counterpart met en œuvre un programme McGovern Dole Food For Education financé par USDA en Mauritanie au cours des prochaines 5 années. La personne ou le cabinet sélectionné fournira les services juridiques et les conseils nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de Counterpart conformément à la législation et à la réglementation en Mauritanie.

Merci de prendre le temps de lire et de comprendre les présents termes de référence, car l'absence d'une réponse complète implique que votre soumission sera jugée non conforme et éliminée du processus.

2. SPECIFICATIONS :

La section 3 contient les spécifications techniques des services qui peuvent être commandés en vertu du CAG. Tous les services fournis en réponse à cet appel d'offre doivent répondre aux normes élevées de qualité.

À la publication du présent appel d'offres, les quantités spécifiques de services à commander dans le cadre du CAG y résultant sont inconnues. Les quantités spécifiques dépendront des besoins du Programme MGD_1090 pour chaque service et des bons de commande individuels seront émis en vertu du contrat CAG.

3. PÉRIODE DE PERFORMANCE PRÉVUE

La période de performance prévue pour cette mission est d'environ **365 jours** à compter du **1 Avril 2020**, avec possibilité de renouvellement, à compter du **1 Avril 2021**.

4. QUESTIONS ET DEMANDES DE CLARIFICATION

Les questions concernant les exigences techniques ou administratives de cette demande de offres peuvent être soumises au plus tard le **Février 25, 2020** par courriel à procurement.mauritania@counterpart.org. Les questions doivent être soumises uniquement par écrit.

Les appels téléphoniques ne seront pas acceptés. Les questions et les demandes d'éclaircissement - et les réponses à celles-ci que COUNTERPART estime susceptibles d'intéresser les autres soumissionnaires seront publiées à titre d'amendement à la demande de offres.

Seules les réponses écrites publiées par COUNTERPART seront considérées comme officielles et auront un poids dans le processus d'appel d'offres et l'évaluation subséquente.

Toute information verbale reçue des employés de COUNTERPART ou de toute autre entité ne devra pas être considérée comme une réponse officielle à toute question concernant cette demande de offres.

Tout soumissionnaire qui sera tenté d'entrer en contact, dans le cadre de cet appel d'offres, avec un membre du Personnel de Counterpart International par une voie autre que celle autorisée risquera une disqualification de son offre. Cette tentative pourrait même motiver une annulation de cet Appel d'Offres.

5. OFFRES :

Les prestataires de services souhaitant soumettre une offre à cet appel d'offres sont invités à présenter leurs propositions comprenant les éléments suivants :

1. Les soumissionnaires doivent examiner les spécifications et toutes les instructions contenues dans cet avis d'appel d'offres. A défaut ce sera au risque et péril du soumissionnaire.
2. L'offre préparée par le soumissionnaire et toute correspondance liée à l'offre et échangée entre le soumissionnaire et COUNTERPART doivent être rédigée en français.
3. Les soumissionnaires doivent préparer une offre technique détaillant les services que le fournisseur peut offrir.
4. L'offre du soumissionnaire démontrera sa parfaite compréhension des exigences de COUNTERPART ainsi que de son approche et de sa capacité à fournir les services requis.
5. La proposition du soumissionnaire inclura également le ou les CV des avocats (s) chargée (s) de fournir les services à Counterpart, démontrant ainsi son expérience dans la fourniture de

services similaires à des organisations internationales non gouvernementales opérant en Mauritanie.

Les offres de prix en réponse à cet appel d'offres doivent présenter des prix unitaires fixes et forfaitaire, tout compris, y compris les services et tous les autres coûts. Les **prix** doivent être présentés en **nouvelle monnaie de la Mauritanie Ouguiya Ouguiya (MRU) et en Hors Taxes**. Les offres de prix doivent rester valides pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours calendaires après la date limite de l'offre. Les soumissionnaires sont priés de fournir des **devis** sur papier à **en-tête officiel** avec **cachet**.

Les offres de prix doivent indiquer les conditions d'annulation et conditions de non-présentation de la structure et l'acceptation des conditions de paiement de Counterpart :

- Pas d'avance ou dépôt de garantie.
- Paiement par chèque ou par virement bancaire dans un délai de sept jours ouvrables nette à compter de la réception et l'acceptation des factures par Counterpart.
- Fourniture de deux factures originales sur papier à en-tête cachetées qui indiquent :
 - La date de la facture
 - Le n° de la facture
 - Le n° de l'Identifiant Fiscale (IF) ainsi que le n° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (ICE)
 - L'adresse postale de la structure

6. LIVRAISON :

Le lieu de livraison des services décrits dans cet appel d'offres sera l'adresse officielle de Counterpart International. Le délogement des invités de Counterpart n'est permis qu'en cas d'extrême force majeure et après acceptation écrite de Counterpart.

Dans le cadre de sa réponse à cet appel d'offres, chaque soumissionnaire doit fournir une estimation (jours civils) du délai de livraison des biens (après réception de la commande). L'estimation de livraison des services présentée dans une offre en réponse à cet appel d'offre doit être confirmée dans l'exécution de tout contrat subséquent.

Des **bons de commandes commande des services** demandés seront émis au moins **15 jours** avant les besoins afin de donner la possibilité à l'entreprise de confirmer la disponibilité et date de livraison des services.

Les soumissionnaires ne peuvent pas offrir ou fournir des produits/services qui sont fabriqués ou assemblés, expédiés, transportés ou impliquant d'une quelconque manière les pays suivants : Birmanie (Myanmar), Cuba, Iran, Corée du Nord, Soudan (Nord) et Syrie.

7. TAXES & TVA

Tout impôt de quelque nature que ce soit relèvera de la responsabilité du Prestataire. Le Prestataire, en tant que contractant indépendant, déclarera et s'acquittera de tous les impôts applicables aux montants reçus de Counterpart.

8. ADMISSIBILITE :

En soumettant une offre en réponse au présent appel d'offres, les soumissionnaires certifient qu'ils et leurs principaux dirigeants ne sont pas exclus, suspendus ou autrement jugés inadmissibles à un marché par le gouvernement des États-Unis. Counterpart n'accordera pas de contrat à une entreprise qui est exclue, suspendue ou considérée comme inéligible par le gouvernement des États-Unis.

9. CRITERES D'EVALUATION & ATTRIBUTION DU CAG :

COUNTERPART attribuera le contrat ferme à prix fixe au soumissionnaire dont la proposition est jugée acceptable et qui offre le meilleur rapport qualité-prix basé sur les critères d'évaluation décrits ci-dessous. Pour qu'une offre soit jugée acceptable, elle doit être conforme à toutes les conditions de la demande de prix sans modification importante. Une modification matérielle est une modification qui affecte le prix, la quantité, la qualité, la livraison ou la date d'installation de l'équipement ou du matériel ou qui limite de quelque manière que ce soit les responsabilités, obligations ou responsabilités du soumissionnaire ou les droits de COUNTERPART. En outre, le soumissionnaire retenu doit être déterminé à être responsable. Un soumissionnaire responsable est une personne qui possède l'expertise technique, les capacités de gestion, la capacité de charge de travail et les ressources financières pour effectuer le travail.

Le prix sera attribué au soumissionnaire responsable dont la proposition suit les instructions de la demande de devis, répond aux critères d'éligibilité et est déterminée par une analyse de ((compromis) OU (prix techniquement acceptable)) comme étant la meilleure valeur selon l'application des critères d'évaluation suivants et le score indiqué :

#	Critères d'évaluation	SCORE
1	Technique : Présentation du portefeuille du cabinet <i>d'avocat conseily</i> compris son histoire, ses domaines d'expertise, ses biographies d'experts juridiques. Les devis démontrant une compréhension des besoins énoncés dans les spécifications techniques et que les services seront fournis par un personnel hautement expérimenté. Le ou les CV du personnel démontre une équipe hautement expérimentée dans la fourniture de services juridiques aux ONG internationales travaillant au Mauritania	50
2	Performances passées : Bilan de la prestation bien établie et réussie de services similaires. Le soumissionnaire a fourni la preuve de sa capacité à fournir des services juridiques par le biais de références susceptibles d'affirmer ses qualifications techniques, notamment : délais de réponse, exactitude et capacité de maintenir à jour des services adaptés à la législation en vigueur dans le pays.	30
3	Prix : L'offre financière ou le coût total présenté dans l'offre	20
TOTAL		100

Veillez noter que s'il existe des lacunes importantes en ce qui concerne le respect des exigences de la présente demande d'offre, une offre peut être jugée « non conforme » et, par conséquent, Counterpart se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire. Counterpart se réserve le droit de renoncer aux déficiences non significatives à sa discrétion.

Les meilleures offres sont demandées. Il est prévu que l'attribution sera faite uniquement sur la base des offres. Toutefois, Counterpart se réserve le droit de procéder comme suit :

1. Counterpart peut mener des négociations et/ou demander des éclaircissements à tout soumissionnaire avant l'attribution du marché.
2. Bien que la préférence soit accordée aux soumissionnaires qui peuvent répondre à toutes les exigences techniques du présent avis d'appel d'offres, Counterpart peut attribuer une attribution partielle ou fractionner l'attribution entre différents soumissionnaires, si cela est dans son intérêt.
3. Counterpart peut annuler cet avis d'appel d'offres à tout moment.
4. Counterpart se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre pour un motif ou sans motif.

Les soumissionnaires présélectionnés peuvent être invités à un entretien si nécessaire.

SPECIFICATION DU POTENTIEL CONTRAT :

Ceci est une demande de devis seulement. L'émission de cet appel d'offres n'oblige nullement Counterpart, le programme McGovern Dole et ou l'USDA à attribuer ou à payer les coûts encourus par les soumissionnaires potentiels pour la préparation et la soumission d'une offre.

Cette sollicitation est soumise aux termes et conditions standard de Counterpart. Tout prix résultant sera régi par ces termes et conditions ; une copie des termes et conditions complets est disponible sur demande.

Veillez noter que les termes et conditions suivants s'appliqueront au Contrat d'Achat Général (CAG) résultant de cet appel d'offre :

(a) Les conditions de paiement standard de Counterpart sont 7 jours après la réception et l'acceptation de tout produit, service ou livrable. Le paiement des bons de commande émis en vertu de tout CAG résultant de cet appel d'offre ne sera effectué qu'à l'entité soumettant une offre en réponse à cet appel d'offre et identifié par l'attribution du CAG correspondant ; le paiement ne sera pas émis à une entité tierce.

(b) Toute attribution découlant de cet appel d'offre se fera sous la forme d'un CAG. Le projet : MGD_1090 prévoit l'émission d'un CAG ou de plusieurs CAG en vertu duquel des bons de commande spécifiques peuvent être émis, selon les besoins, selon les tarifications établies dans le CAG. Lorsque le besoin se fait sentir pour les produits / services décrits dans le CAG, le projet MGD 1090 émettra un bon de commande au détenteur du CAG. S'il y a plusieurs détenteurs de CAG à la suite de cet appel, le bon de commande sera émis au détenteur du CAG qui présente la meilleure proposition pour cette commande spécifique, en fonction du prix et du délai de livraison. Tout CAG émis à la suite de cet appel d'offre aura une durée minimale d'au moins **douze** mois. Le fournisseur doit fournir les produits / services décrits dans les bons de commande émis par le projet MGD 1090 en vertu du CAG. Les projet MGD-1090 sont tenus de payer uniquement les produits / services objets de commandes qui sont émis en vertu de tout CAG résultant de cet appel d'offre.

(c) Aucun produit ou service ne peut être fourni s'il est fabriqué ou assemblé, expédié, transporté ou implique d'une quelconque manière les pays suivants : Birmanie (Myanmar), Cuba, Iran, Corée du Nord, Soudan (Nord), Syrie.

(d) Aucun transport aérien ou maritime international effectué dans le cadre de toute attribution résultant du présent appel d'offre ne doit avoir lieu sur des transporteurs / navires des États-Unis.

(e) La législation des États-Unis interdit les transactions et l'apport de ressources et de soutien aux personnes et aux organisations associées au terrorisme. Le fournisseur, dans le cadre de toute attribution découlant de cet appel d'offre, doit s'assurer du respect de ces lois.

(f) La propriété de tout produit / service fourni dans le cadre de toute attribution résultant du présent appel d'offre doit être transférée à Counterpart après la livraison et l'acceptation produit

/ service par Counterpart. Les risques de perte, de dommage ou de destruction de produit / service seront à la charge du fournisseur jusqu'à ce que la propriété soit transférée à Counterpart.

Section 2 : Liste de vérification de l'offre

Pour aider les soumissionnaires dans la préparation de leurs propositions, la liste de vérification suivante résume la documentation à inclure dans une offre, en réponse à cet appel d'offres :

- La lettre d'accompagnement, signée par le représentant autorisé du soumissionnaire (voir la Section 4 pour le modèle).
- Présentation de l'entreprise : Information générale sur l'historique et l'expérience
- Liste d'au moins 3 références professionnelles à contacter (Identifiant social du client, nom & prénom, fonction et coordonnées - téléphone et adresse email du contact) ;
- Le dossier administratif de l'entreprise comprenant une copie de l'attestation fiscale à jour, une copie du numéro d'impôt, une copie du RCCM, une copie de l'identification nationale, une copie de registre de commerce, une copie du import-export le cas échéants, des copies des documents prouvant l'expérience dans le domaine (datant de moins de 3 ans) ;

Section 3 : Spécifications et exigences techniques

Counterpart lance un avis d'appel d'offres pour le recrutement d'un cabinet d'avocat conseils qualifié pour fournir des services légaux pour le bureau de Counterpart International à Nouakchott.

Les villes concernées par cet appel d'offres sont :

Le contractant devra avoir une connaissance approfondie des services juridiques requis par les organisations internationales non gouvernementales opérant en Mauritanie. Le contractant doit maîtriser le français et l'anglais sera un plus.

1. SERVICES DE BASE

Le contractant devrait fournir les services / tâches de base suivantes :

1. Services juridiques de qualité liés aux opérations de Counterpart en Mauritanie, comme indiqué à la Clause 3, Spécifications techniques, garantissant que Counterpart opère conformément à la législation et à la réglementation Mauritaniennes.

2. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Counterpart recherche un fournisseur de services juridiques local qui fournit des conseils juridiques, des conseils et des services sur des questions liées au démarrage et à l'exploitation du programme en Mauritanie. Le fournisseur sélectionné fournira des services juridiques à Counterpart, notamment les suivants :

1. Examiner et donner des conseils sur la mise à jour du manuel de l'employé interne conformément à la législation du travail en Mauritanie.
2. Examiner les contrats de travail et les amendements.
3. Donner des conseils sur les processus de licenciement et rédiger et examiner les lettres de licenciement.

4. Donner des conseils sur les avantages sociaux, les régularisations, les paiements, les mesures disciplinaires et tous les aspects du recrutement de personnel débutant pour le personnel local en Mauritanie.
5. Examiner et guider les processus de recrutement de consultants et tout autre contrat d'approvisionnement et lettre de résiliation.
6. Examiner la procédure de passation de marché pour s'assurer de sa conformité avec les lois locales
7. Examiner les accords du consultant pour s'assurer que Counterpart est conforme aux lois Mauritanienne et est protégé par celles-ci.
8. Examiner les contrats de fournisseur pour les biens et services afin de s'assurer que Counterpart est conforme et protégée par les lois Mauritanienne.
9. Examiner les accords de sous-traitance pour s'assurer que Counterpart est conforme et protégée par les lois Mauritanienne.
10. Fournir des conseils et des orientations juridiques pour veiller à ce que Counterpart respecte les obligations financières, fiduciaires et d'emploi requises par la législation nationale.
11. Examiner les contrats de location relatifs aux bureaux et aux logements du personnel, en veillant à ce que Counterpart et les employés soient conformes aux lois Mauritanienne et protégés par celles-ci.
12. En tant qu'organisation basée aux États-Unis, les employés peuvent être déployés sur le terrain pour pourvoir des postes clés dans le projet. Counterpart requiert une entreprise ayant les capacités nécessaires pour mener à bien les divers processus requis pour que ces employés puissent s'acquitter de leurs tâches dans le pays, notamment
13. Fournir des conseils sur le respect des législations locales pour les expatriés
14. Fournir un avis juridique et des analyses sur les réglementations locales régissant le fonctionnement des organisations de la société civile, selon les besoins
15. Représenter Counterpart devant un tribunal et devant d'autres entités gouvernementales, selon les besoins
16. Représenter Counterpart dans les litiges, dans le respect des valeurs fixées par le barreau Mauritanienne.

QUALIFICATIONS REQUISES

1. Avocat (s) autorisé (s) à travailler en Mauritanie
2. Au moins dix (10) ans d'expérience dans le conseil juridique à des entreprises et à des organisations locales.
3. Au moins cinq années d'expérience dans la prestation de conseils juridiques aux responsables de la mise en œuvre des projets de l'USAID, des projets de l'USDA, aux organisations non gouvernementales internationales ou aux entités étrangères
4. Être enregistré officiellement auprès des autorités respectives et légalement habilité à travailler en Mauritanie.
5. Expérience de la représentation d'organisations internationales dans les juridictions locales en Mauritanie.
6. Connaissance démontrée et familiarité dans :
 - a. La fourniture des conseils conformément à la législation du code du travail Mauritanienne
 - b. Le traitement des permis de travail des expatriés dans le pays
 - c. Le traitement des inscriptions et des procurations
 - d. L'examen des modèles de documents juridiques et contractuels
7. Maîtrise de l'anglais écrit et parlé en sus de la langue officielle du pays serait un plus

INSTRUCTION SUR LA SOUMISSION DES OFFRES :

Vous êtes prié de soumettre votre offre à procurements.mauritania@counterpart.org au plus tard à l'heure exacte indiquée dans la présente demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent fournir l'information et la documentation suivantes :

1. La page de couverture de l'offre doit indiquer le numéro de cet avis d'appel d'offres ;
2. L'offre doit inclure le nom de la personne ou de l'entreprise, les adresses physiques, l'adresse électronique et le numéro de téléphone.
3. Le soumissionnaire doit remplir la lettre d'accompagnement à la section E de la présente demande de devis.
4. Le ou les CV des principaux avocats qui effectueront le travail pour COUNTERPART.
5. Des copies de licence / inscription au barreau aussi
6. Minimum 3 (trois) contacts pertinents pour des services identiques ou similaires et autres références (y compris les points de contact avec numéros de téléphone et adresses électroniques) ;
7. Devis basé sur le tableau mentionné dans la section devis ci-dessous
8. Copie de l'enregistrement de la taxe de la société ou d'un document équivalent, ou du numéro d'identification du contribuable
9. Copie de l'enregistrement ou de l'incorporation au niveau de la chambre de commerce ou un document équivalent du bureau du gouvernement où le soumissionnaire est enregistré

DEVIS

Les soumissionnaires doivent préparer un devis dans un document précisant la ventilation détaillée des coûts et le prix total des services offerts en réponse à la présente demande de devis. Le soumissionnaire doit clairement indiquer les prix des services décrits à la section B, Spécifications techniques.

Le soumissionnaire indiquera pour chaque service, la description, la quantité et le prix unitaire du service, qui comprendra le prix total de la soumission. En cas de divergence entre le prix unitaire et le montant total, le prix unitaire sera considéré comme correct et le montant total ajusté en conséquence. Il sera supposé que le soumissionnaire ne soumissionne sur aucun article pour lequel un prix unitaire ou un montant total n'est pas indiqué. Le format suivant est suggéré :

#	Article/Service	Niveau d'effort prévu (heures)/ Hours	Dépenses et autres frais/ Expenses and other charges	Tarif horaire/prix fixe hors TVA/ Hourly rate / fixed price excluding VAT	Total sans TVA
1	Examiner et donner des conseils sur la mise à jour du manuel de l'employé interne conformément à la législation du travail en Mauritanie/ <i>Review and advise on updating the internal employee manual in accordance with labor law in Mauritania</i>				
2	Examiner les contrats de travail et les amendements/ <i>Examine employment contracts and amendments..</i>				
3	Orientation dans les processus de licenciement et rédaction, révision de lettres de licenciement/ <i>Orientation in the dismissal processes and drafting, review of dismissal letters.</i>				

#	Article/Service	Niveau d'effort prévu (heures)/ Hours	Dépenses et autres frais/ Expenses and other charges	Tarif horaire/prix fixe hors TVA/ Hourly rate / fixed price excluding VAT	Total sans TVA
4	Donner des conseils sur les avantages sociaux, les régularisations, les paiements, les mesures disciplinaires et tous les aspects du recrutement du personnel local de la Mauritanie/ <i>Advise on benefits, adjustments, payments, disciplinary measures and all aspects of recruiting local staff from Mauritania</i>				
5	Réviser la procédure de passation de marché pour s'assurer de sa conformité avec les lois locales/ <i>Review the procurement procedure to ensure compliance with local laws</i>				
6	Examiner les contrats de consultants pour s'assurer que Counterpart est conforme aux lois Mauritaniennes et protégées par celles-ci./ <i>Examine consultant contracts to ensure that Counterpart complies with and is protected by Mauritanian laws.</i>				
7	Examiner les contrats de fournisseurs de biens et de services pour s'assurer que Counterpart est conforme aux lois Mauritaniennes et est protégé par celles-ci./ <i>Examine contracts for suppliers of goods and services to ensure that Counterpart complies with and is protected by Mauritanian laws.</i>				
8	Examiner les accords de sous-subvention pour s'assurer que Counterpart est conforme aux lois Mauritaniennes et est protégé par celles-ci./ <i>Examine sub-grant agreements to ensure that Counterpart complies with and is protected by Mauritanian laws.</i>				
9	À la demande du représentant de Counterpart, fournir un aperçu des dispositions légales pertinentes et des autres exigences auxquelles Counterpart en Mauritanie en tant que partenaire d'exécution de l'USDA doit se conformer dans des domaines tels que l'enregistrement, la fiscalité, l'emploi, la sécurité, etc. en ce qui concerne les lois et règlements spécifiques./ <i>At the request of the Counterpart representative, provide an overview of the relevant legal provisions and other requirements which Counterpart in Mauritania as USDA implementing partner must comply with in areas such as registration, taxation, , security, etc. regarding specific laws and regulations</i>				
10	À la demande du représentant de Counterpart, fournir des mises à jour régulières et en temps opportun sur les				

#	Article/Service	Niveau d'effort prévu (heures)/ Hours	Dépenses et autres frais/ Expenses and other charges	Tarif horaire/prix fixe hors TVA/ Hourly rate / fixed price excluding VAT	Total sans TVA
	modifications apportées aux lois locales, telles que le travail, la fiscalité, les permis de travail et les visas, les licences et les inscriptions, les assurances, les vendeurs et autres lois susceptibles d'affecter les opérations de contrepartie et la conformité. / <i>At the request of the Counterpart representative, provide regular and timely updates on changes to local laws, such as labor, taxation, work permits and visas, licenses and registrations, insurance, sellers and other laws that may affect counterparty transactions and compliance.</i>				
11	À la demande du représentant de Counterpart, fournir des conseils et de l'aide pour se conformer aux exigences régissant le personnel expatrié de Counterpart en matière d'admission, de travail et de résidence au Mauritania/ <i>At the request of the Counterpart representative, provide advice and assistance in complying with the requirements governing expatriate Counterpart staff regarding admission, work and residence in Mauritania</i>				
12	Représenter Counterpart International, au besoin/ <i>Represent Counterpart International, as needed</i>				

METHODE DE FACTURATION

Le contractant peut soumettre une facture une fois que Counterpart a accepté le dernier élément livrable des services demandés. Dans le cas des frais de justice et des dépenses connexes (par exemple, la traduction), le contractant doit fournir une preuve de paiement pour demander le remboursement.

Section 4 : Lettre d'Accompagnement de l'Offre

Adresser à : **Counterpart International Mauritania**

LOT n 85 ilot A, Nouakchott, Mauritania

Référence : **Appel d'Offres n°** : CPI-MGD-RFQ 11/2019

À qui de droit :

Nous, soussignés, soumettons par les présentes l'offre ci-jointe pour réaliser toutes les prestations nécessaires pour mener à bien les activités et les exigences, telles que décrites dans l'appel d'offres dont les références sont citées ci-dessus. Veuillez trouver ci-joint notre offre.

Nous reconnaissons et acceptons par les présentes tous les termes, conditions, dispositions spéciales et instructions figurant dans l'appel d'offres susmentionné. Nous certifions en outre que l'entreprise ci-dessous mentionnée—ainsi que les principaux dirigeants de l'entreprise et tous les produits et services offerts en réponse à cet appel d'offres— sont admissibles pour participer à ce marché, conformément aux termes de cette consultation et aux règlements de l'USDA.

En outre, nous certifions par les présentes que, au meilleur de notre connaissance et de nos convictions :

- Nous n'avons pas de relations familiales ou financières étroites avec aucun membre du personnel de Counterpart ou de programme MGD-1090
- Nous n'avons pas de relations familiales ou financières étroites avec tout autre soumissionnaire qui présente une proposition en réponse à l'appel d'offres susmentionné
- Les prix de notre offre ont été calculés de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec un quelconque soumissionnaire ou concurrent en vue de restreindre la concurrence.
- Toutes les informations contenues dans notre proposition et toutes les pièces justificatives sont authentiques et exactes.
- Nous comprenons et nous consentons aux interdictions de Counterpart contre la fraude, la corruption, et les dessous-de-table.

Nous certifions par les présentes que les reconnaissances, attestations et autres déclarations ci- incluses sont exactes, actuelles, et complètes.

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Date :

Nom de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise :

Téléphone, adresse e-mail et site Web de l'entreprise :

L'entreprise a-t-il un compte bancaire actif (Oui/Non) ?

Nom officiel associé au compte bancaire (pour le paiement) :

Cachet de l'entreprise